

RCS : ST NAZAIRE

Code greffe : 4402

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de ST NAZAIRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2010 B 00791

Numéro SIREN : 527 822 589

Nom ou dénomination : FONCIERE LE FEUNTEUN

Ce dépôt a été enregistré le 13/06/2022 sous le numéro de dépôt 4398

FONCIERE LE FEUNTEUN
Société par actions simplifiée au capital de 110 000 euros
Siège social : 2, Le Lièvreau – 44260 MALVILLE
527 822 589 RCS SAINT-NAZAIRE

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DECISIONS DES ASSOCIES
DU 17 SEPTEMBRE 2021

L'an deux mille vingt et un,
Le dix-sept septembre,
A dix-sept heures.

Les associés sont réunis en assemblée générale au siège social sur convocation du Président.
Monsieur KEVIN LE FEUNTEUN agissant en qualité de Président de la société FONCIERE LE FEUNTEUN, a pris, au siège social les décisions relatives à l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour :

- Affectation du résultat de l'exercice social clos le 30 avril 2021,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités,

Monsieur Kevin LE FEUNTEUN constate l'absence des commissaires aux comptes régulièrement convoqués. Puis prend les décisions suivantes :

DEUXIEME RESOLUTION

Sur la proposition qui lui est faite, l'associé unique décide d'affecter le résultat de la manière suivante :

| Origines : | Montant |
|--|-----------------------|
| Résultat de l'exercice | 1 145 806.84 € |
| Total | 1 145 806.84 € |
| Affectations : | |
| Report à nouveau solde créditeur (le solde s'élève ainsi à 5 590 059.83 €) | 1 145 806.84 € |

En outre, les associés prennent acte que :

Compte tenu de cette affectation, les capitaux propres de la société seraient de **5 716 059.83 euros**.

Nous vous informons qu'aucun dividende n'a été versé depuis la création de la société.

Cette résolution est adoptée par les associés.

CINQUIEME RESOLUTION

Les associés donnent tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Cette résolution est adoptée par les associés.

De tout ce que dessus, les associés ont dressé et signé le présent procès-verbal.

**Fait à Malville,
Le 17 septembre 2021,**

**Pour la société LE FEUNTEUN INVESTISSEMENTS
Monsieur Kévin LE FEUNTEUN**





1, rue de Buffon - CS 10629
49106 ANGERS CEDEX 02



7, boulevard de Touraine
49302 CHOLET CEDEX

S.A.S. FONCIERE LE FEUNTEUN
2, Le Liévreau
44260 MALVILLE

**RAPPORT
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
AU TITRE DE L'EXERCICE CLOS LE 30 AVRIL 2021**

SOMMAIRE

| | |
|---|----------|
| RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS CLOS LE 30 AVRIL 2021 | 1 |
| | |
| BILAN | 6 |
| | Verso |
| | |
| COMPTE DE RÉSULTAT | 8 |
| | |
| ANNEXE | 10 |

S.A.S. FONCIERE LE FEUNTEUN
2, Le Liévreau
44260 MALVILLE

A la collectivité des associés de la société FONCIERE LE FEUNTEUN,

1. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société S.A.S. FONCIERE LE FEUNTEUN relatifs à l'exercice clos le 30 avril 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2. FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} mai 2020 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes.

3. JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les titres de participation, dont le montant net figurant au bilan au 30 avril 2021 s'établit à 3.755.000 €, sont évalués selon les modalités décrites dans la note « Participations et autres titres » de l'annexe.

Nos travaux ont consisté à vérifier le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe. Nous nous sommes également assurés de leur correcte application.

4. VERIFICATION SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à la collectivité des associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce.

5. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Président.

6. RESPONSABILITES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Angers et Cholet, le 9 septembre 2021

Loïc de SAINT GEORGE

 Signé et certifié par votre signataire 

Cabinet BECOUZE
Représenté par Loïc DE SAINT GEORGE

Commissaire aux comptes

Stéphane DUVAIL

 Signé et certifié par votre signataire 

Cabinet Stéphane DUVAIL & Associés AUDIT
Devenu COGEP AUDIT CHOLET
Stéphane DUVAIL
Commissaire aux comptes

Le présent rapport comporte, annexe comprise, 20 pages

| Rubriques | Montant Brut | Amort. Prov. | 30/04/2021 | 30/04/2020 |
|---|------------------|--------------|------------------|------------------|
| Capital souscrit non appelé | | | | |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de développement | | | | |
| Concessions, brevets et droits similaires | | | | |
| Fonds commercial | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | |
| Avances, acomptes sur immo. incorporelles | | | | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| Installations techniques, matériel, outillage | | | | |
| Autres immobilisations corporelles | | | | |
| Immobilisations en cours | 995 376 | | 995 376 | |
| Avances et acomptes | | | | |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES | | | | |
| Participations par mise en équivalence | | | | |
| Autres participations | 3 755 000 | | 3 755 000 | 3 755 000 |
| Créances rattachées à des participations | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | |
| Prêts | | | | |
| Autres immobilisations financières | | | | |
| ACTIF IMMOBILISE | 4 750 376 | | 4 750 376 | 3 755 000 |
| STOCKS ET EN-COURS | | | | |
| Matières premières, approvisionnements | | | | |
| En-cours de production de biens | | | | |
| En-cours de production de services | | | | |
| Produits intermédiaires et finis | | | | |
| Marchandises | | | | |
| Avances et acomptes versés sur commandes | | | | |
| CREANCES | | | | |
| Créances clients et comptes rattachés | | | | |
| Autres créances | 2 062 191 | | 2 062 191 | 1 384 016 |
| Capital souscrit et appelé, non versé | | | | |
| DIVERS | | | | |
| Valeurs mobilières de placement | | | | |
| (dont actions propres :) | | | | |
| Disponibilités | 108 675 | | 108 675 | 36 272 |
| COMPTES DE REGULARISATION | | | | |
| Charges constatées d'avance | | | | |
| ACTIF CIRCULANT | 2 170 865 | | 2 170 865 | 1 420 288 |
| Frais d'émission d'emprunts à étaler | | | | |
| Primes de remboursement des obligations | | | | |
| Ecart de conversion actif | | | | |
| TOTAL GENERAL | 6 921 242 | | 6 921 242 | 5 175 288 |

| Rubriques | | 30/04/2021 | 30/04/2020 |
|---|--------------------------------|------------------|------------------|
| Capital social ou individuel | (dont versé : 110 000) | 110 000 | 110 000 |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport | | | |
| Ecarts de réévaluation | (dont écart d'équivalence :) | | |
| Réserve légale | | 11 000 | 11 000 |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | | |
| Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours |) | | |
| Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes |) | | |
| Report à nouveau | | 4 444 253 | 3 206 220 |
| RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte) | | 1 145 807 | 1 238 033 |
| Subventions d'investissement | | | |
| Provisions réglementées | | 5 000 | 5 000 |
| CAPITAUX PROPRES | | 5 716 060 | 4 570 253 |
| Produits des émissions de titres participatifs | | | |
| Avances conditionnées | | | |
| AUTRES FONDS PROPRES | | | |
| Provisions pour risques | | | |
| Provisions pour charges | | | |
| PROVISIONS | | | |
| DETTES FINANCIERES | | | |
| Emprunts obligataires convertibles | | | |
| Autres emprunts obligataires | | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | | | |
| Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs |) | 791 199 | 364 370 |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | | |
| DETTES D'EXPLOITATION | | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | | 23 791 | 29 412 |
| Dettes fiscales et sociales | | 390 192 | 211 253 |
| DETTES DIVERSES | | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | |
| Autres dettes | | | |
| COMPTES DE REGULARISATION | | | |
| Produits constatés d'avance | | | |
| DETTES | | 1 205 182 | 605 035 |
| Ecarts de conversion passif | | | |
| TOTAL GENERAL | | 6 921 242 | 5 175 288 |

| Rubriques | France | Exportation | 30/04/2021 | 30/04/2020 |
|---|--------|-------------|------------------|------------------|
| Ventes de marchandises | | | | |
| Production vendue de biens | | | | |
| Production vendue de services | | | | |
| CHIFFRES D'AFFAIRES NETS | | | | |
| Production stockée | | | | |
| Production immobilisée | | | | |
| Subventions d'exploitation | | | | |
| Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges | | | | |
| Autres produits | | | 1 | |
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | | 1 | |
| Achats de marchandises (y compris droits de douane) | | | | |
| Variation de stock (marchandises) | | | | |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane) | | | | |
| Variation de stock (matières premières et approvisionnements) | | | | |
| Autres achats et charges externes | | | 20 629 | 25 436 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | | | 4 118 | 5 014 |
| Salaires et traitements | | | | |
| Charges sociales | | | | |
| DOTATIONS D'EXPLOITATION | | | | |
| Sur immobilisations : dotations aux amortissements | | | | |
| Sur immobilisations : dotations aux dépréciations | | | | |
| Sur actif circulant : dotations aux dépréciations | | | | |
| Dotations aux provisions | | | | |
| Autres charges | | | | 1 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | | | 24 747 | 30 451 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | | | -24 746 | -30 451 |
| OPERATIONS EN COMMUN | | | | |
| Bénéfice attribué ou perte transférée | | | | |
| Perte supportée ou bénéfice transféré | | | | |
| PRODUITS FINANCIERS | | | | |
| Produits financiers de participations | | | 1 000 000 | 1 350 000 |
| Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | | | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | | | 7 041 | 8 712 |
| Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges | | | | |
| Différences positives de change | | | | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | |
| PRODUITS FINANCIERS | | | 1 007 041 | 1 358 712 |
| Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions | | | | |
| Intérêts et charges assimilés | | | 5 069 | 23 128 |
| Différences négatives de change | | | | |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | |
| CHARGES FINANCIERES | | | 5 069 | 23 128 |
| RESULTAT FINANCIER | | | 1 001 972 | 1 335 584 |
| RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS | | | 977 226 | 1 305 133 |

| Rubriques | 30/04/2021 | 30/04/2020 |
|---|------------------|------------------|
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion | | |
| Produits exceptionnels sur opérations en capital | | |
| Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges | | |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | | |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion | | |
| Charges exceptionnelles sur opérations en capital | | |
| Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions | | |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | | |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL | | |
| Participation des salariés aux résultats de l'entreprise | | |
| Impôts sur les bénéfices | -168 581 | 67 100 |
| TOTAL DES PRODUITS | 1 007 042 | 1 358 712 |
| TOTAL DES CHARGES | -138 765 | 120 679 |
| BENEFICE OU PERTE | 1 145 807 | 1 238 033 |

Les conventions générales comptables ont été appliquées en conformité avec le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n° 2014-03 relatif au Plan Comptable Général, le cas échéant, modifié par les règlements de l'Autorité des Normes Comptables n° 2015-06, 2016-07, 2018-01 et 2018-02.

Elles ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.
Les frais accessoires sur achat sont incorporés au coût d'acquisition des immobilisations.

PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES

La valeur brute est constituée par le coût d'achat y compris les frais d'acquisition.
Le montant des frais d'acquisition des titres de participation inclus dans le solde à la clôture s'élève à 5 000€.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée au montant de la différence.

PROVISIONS REGLEMENTEES

Les provisions réglementées figurant au bilan sont détaillées sur l'état des provisions et font partie des capitaux propres au bilan.

Un amortissement dérogatoire est calculé sur les frais d'acquisition des participations sur une durée de 5 ans.

CREANCES ET DETTES

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée sur les créances par voie de provision, lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

PARTIES LIEES

Aucune transaction avec les parties liées n'est à signaler.

AUTRES INFORMATIONS

Dans le contexte d'épidémie du Covid-19, GROUPE LE FEUNTEUN et ses filiales n'ont pas suspendu leur production au cours de l'exercice clos au 30 avril 2021 et la pandémie n'affecte pas sensiblement leur activité. GROUPE LE FEUNTEUN et ses filiales ont peu recouru au dispositif d'activité partielle (30 K€) et GROUPE LE FEUNTEUN a obtenu des prêts garantis par l'état pour 8 000 K€. Les états financiers de GROUPE LE FEUNTEUN et de ses filiales ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité. A la date d'arrêté des comptes, la Direction de GROUPE LE FEUNTEUN et ses filiales n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité des sociétés à poursuivre leur exploitation.

INTEGRATION FISCALE

La société a conclu une convention d'intégration fiscale à compter du 01/05/2011. Les entreprises, adhérentes sont FONCIERE LE FEUNTEUN (société tête de groupe), GROUPE LE FEUNTEUN, BENETEAU CONSTRUCTION, et SERC MACONNERIE.

Depuis le 01/05/2012, trois nouvelles entités font partie de l'intégration fiscale. Il s'agit de LE FEUNTEUN CONSTRUCTION, LE FEUNTEUN MATERIEL, et CONCEPT ETUDE STRUCTURE.

La société LE FEUNTEUN ILE DE FRANCE entre dans le périmètre de l'intégration fiscale à compter du 01/05/2016.

La société LE FEUNTEUN ARMATURES rejoint le périmètre de l'intégration fiscale à compter du 01/05/2017, et La MALVILLOISE à partir du 01/05/2019.

- Impôt comptabilisé dans la société = -168 581€
- Impôt pour le paiement duquel l'entreprise est solidaire = 0€
- Impôt qui aurait été supporté en l'absence d'intégration fiscale = 0€
- Déficits reportables sur résultats propres = 0€

La société a investi dans des biens immobiliers situés en Polynésie Française, dans le cadre d'un protage fiscal, sous les dispositions des articles 199 undecies A et 217 undecies du code général des impôts. Le montant du projet est de 995 375€ dont 889 275€ sont éligibles à la déduction fiscale.

Les filiales ont pu bénéficier au total un crédit d'impôt mécénat pour 47 962€ et 7 500€ en crédit d'impôt pour la rénovation énergétique

| Rubriques | Début d'exercice | Réévaluation | Acquisit., apports |
|--|------------------|------------------|--------------------|
| FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT | | | |
| AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | |
| Terrains | | | |
| | Dont composants | | |
| Constructions sur sol propre | | | |
| Constructions sur sol d'autrui | | | |
| Const. Install. générales, agenc., aménag. | | | |
| Install. techniques, matériel et outillage ind. | | | |
| Installations générales, agenc., aménag. | | | |
| Matériel de transport | | | |
| Matériel de bureau, informatique, mobilier | | | |
| Emballages récupérables et divers | | | |
| Immobilisations corporelles en cours | | | 995 376 |
| Avances et acomptes | | | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | 995 376 |
| Participations évaluées par mise en équivalence | | | |
| Autres participations | 3 755 000 | | |
| Autres titres immobilisés | | | |
| Prêts et autres immobilisations financières | | | |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES | | 3 755 000 | |
| TOTAL GENERAL | | 3 755 000 | 995 376 |

| Rubriques | Virement | Cession | Fin d'exercice | Valeur d'origine |
|---|----------|---------|------------------|------------------|
| FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT | | | | |
| AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions sur sol propre | | | | |
| Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| Constructions, installations générales, agenc. | | | | |
| Installations techn., matériel et outillages ind. | | | | |
| Installations générales, agencements divers | | | | |
| Matériel de transport | | | | |
| Matériel de bureau, informatique, mobilier | | | | |
| Emballages récupérables et divers | | | | |
| Immobilisations corporelles en cours | | | 995 376 | |
| Avances et acomptes | | | | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | 995 376 | |
| Participations évaluées par mise équivalence | | | | |
| Autres participations | | | 3 755 000 | |
| Autres titres immobilisés | | | | |
| Prêts et autres immobilisations financières | | | | |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES | | | 3 755 000 | |
| TOTAL GENERAL | | | 4 750 376 | |

| Rubriques | Début d'exercice | Dotations | Reprises | Fin d'exercice |
|-----------|------------------|-----------|----------|----------------|
|-----------|------------------|-----------|----------|----------------|

FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT

AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Terrains
 Constructions sur sol propre
 Constructions sur sol d'autrui
 Constructions installations générales, agenc., aménag.
 Installations techniques, matériel et outillage industriels
 Installations générales, agenc. et aménag. divers
 Matériel de transport
 Matériel de bureau et informatique, mobilier
 Emballages récupérables, divers

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

TOTAL GENERAL

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

| Rubriques | Dotations | | | Reprises | | | Mouvements amortissements fin exercice |
|-----------|---------------------------------|----------------|------------------------|---------------------------------|----------------|------------------------|--|
| | Différentiel de durée et autres | Mode dégressif | Amort.fisc. exception. | Différentiel de durée et autres | Mode dégressif | Amort.fisc. exception. | |

FRAIS ETBL

AUT. INC.

Terrains
 Construct.
 - sol propre
 - sol autrui
 - installations
 Install. Tech.
 Install. Gén.
 Mat. Transp.
 Mat bureau
 Embal récup.

CORPOREL.

Acquis. titre

TOTAL

| Charges réparties sur plusieurs exercices | Début d'exercice | Augmentations | Dotations | Fin d'exercice |
|---|------------------|---------------|-----------|----------------|
|---|------------------|---------------|-----------|----------------|

Frais d'émission d'emprunts à étaler
 Primes de remboursement des obligations

| Rubriques | Début d'exercice | Dotations | Reprises | Fin d'exercice |
|--|------------------|-----------|----------|----------------|
| Provisions gisements miniers, pétroliers | | | | |
| Provisions pour investissement | | | | |
| Provisions pour hausse des prix | | | | |
| Amortissements dérogatoires | 5 000 | | | 5 000 |
| Dont majorations exceptionnelles de 30 % | | | | |
| Provisions pour prêts d'installation | | | | |
| Autres provisions réglementées | | | | |
| PROVISIONS REGLEMENTEES | 5 000 | | | 5 000 |

Provisions pour litiges
Provisions pour garanties données aux clients
Provisions pour pertes sur marchés à terme
Provisions pour amendes et pénalités
Provisions pour pertes de change
Provisions pour pensions, obligations similaires
Provisions pour impôts
Provisions pour renouvellement immobilisations
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer
Autres provisions pour risques et charges

PROVISIONS RISQUES ET CHARGES

Dépréciations immobilisations incorporelles
Dépréciations immobilisations corporelles
Dépréciations titres mis en équivalence
Dépréciations titres de participation
Dépréciations autres immobilis. financières
Dépréciations stocks et en cours
Dépréciations comptes clients
Autres dépréciations

DEPRECIATIONS

| | | |
|----------------------|--------------|--------------|
| TOTAL GENERAL | 5 000 | 5 000 |
|----------------------|--------------|--------------|

Dotations et reprises d'exploitation
Dotations et reprises financières
Dotations et reprises exceptionnelles
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice

| ETAT DES CREANCES | Montant brut | 1 an au plus | plus d'un an |
|---|------------------|------------------|--------------|
| Créances rattachées à des participations | | | |
| Prêts | | | |
| Autres immobilisations financières | | | |
| Clients douteux ou litigieux | | | |
| Autres créances clients | | | |
| Créance représentative de titres prêtés | | | |
| Personnel et comptes rattachés | | | |
| Sécurité Sociale et autres organismes sociaux | | | |
| Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices | | | |
| Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée | | | |
| Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés | | | |
| Etat, autres collectivités : créances diverses | | | |
| Groupe et associés | 2 061 744 | 2 061 744 | |
| Débiteurs divers | 447 | 447 | |
| Charges constatées d'avance | | | |
| TOTAL GENERAL | 2 062 191 | 2 062 191 | |

Montant des prêts accordés en cours d'exercice
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice
Prêts et avances consentis aux associés

| ETAT DES DETTES | Montant brut | 1 an au plus | plus d'1 an,-5 ans | plus de 5 ans |
|---|------------------|----------------|--------------------|----------------|
| Emprunts obligataires convertibles | | | | |
| Autres emprunts obligataires | | | | |
| Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine | | | | |
| Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine | | | | |
| Emprunts et dettes financières divers | 791 199 | 14 535 | 255 516 | 521 148 |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 23 791 | 23 791 | | |
| Personnel et comptes rattachés | | | | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | | | | |
| Etat : impôt sur les bénéfices | 390 192 | 390 192 | | |
| Etat : taxe sur la valeur ajoutée | | | | |
| Etat : obligations cautionnées | | | | |
| Etat : autres impôts, taxes et assimilés | | | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | |
| Groupe et associés | | | | |
| Autres dettes | | | | |
| Dettes représentatives de titres empruntés | | | | |
| Produits constatés d'avance | | | | |
| TOTAL GENERAL | 1 205 182 | 428 518 | 255 516 | 521 148 |
| Emprunts souscrits en cours d'exercice | 791 199 | | | |
| Emprunts remboursés en cours d'exercice | 364 370 | | | |
| Emprunts, dettes contractés auprès d'associés | | | | |

| Compte | Libellé | 30/04/2021 | 30/04/2020 | Ecart |
|--|----------------------------------|------------------|------------------|---------------|
| CHARGES A PAYER | | | | |
| DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH | | | | |
| 40810000 | Fournisseurs -fres non parvenues | 23 791,00 | 22 812,00 | 979,00 |
| TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH | | 23 791,00 | 22 812,00 | 979,00 |
| TOTAL CHARGES A PAYER | | 23 791,00 | 22 812,00 | 979,00 |

| Catégories de titres | Nombre de titres | | | Valeur nominale |
|--|----------------------------|--------------------------|-------------------------------|-----------------|
| | à la clôture de l'exercice | créés pendant l'exercice | remboursés pendant l'exercice | |
| Actions ordinaires | 110 000 | | | 1 |
| Actions amorties | | | | |
| Actions à dividende prioritaire sans droit de vote | | | | |
| Actions préférentielles | | | | |
| Parts sociales | | | | |
| Certificats d'investissements | | | | |

| Rubriques | Montant |
|---|--------------|
| IMPOT DU SUR : | |
| Provisions réglementaires : | |
| Provisions pour hausse de prix | |
| Provisions pour fluctuation des cours | |
| Provisions pour investissements | |
| Amortissements dérogatoires | 1 400 |
| Subventions d'investissement | |
| | |
| TOTAL ACCROISSEMENTS | 1 400 |
| | |
| IMPOT PAYE D'AVANCE SUR : | |
| Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) : | |
| Congés payés | |
| Participation des salariés | |
| Autres | |
| A déduire ultérieurement : | |
| Provisions pour propre assureur | |
| Autres | |
| | |
| TOTAL ALLEGEMENTS | |
| SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE | 1 400 |

IMPOT DU SUR :
Plus-values différées

CREDIT A IMPUTER SUR :
Déficits reportables
Moins-values à long terme

SITUATION FISCALE LATENTE NETTE

| Catégories d'engagements | Total | Engagements donnés | | | | |
|----------------------------------|---------|--------------------|----------|----------------|--------------------------|---------|
| | | Au profit de | | | | |
| | | Dirigeants | Filiales | Participations | Autres entreprises liées | Autres |
| Cautions solidaire (emprunt LFA) | 100 862 | | | | 100 862 | |
| Promesse hypothécaire | 791 199 | | | | | 791 199 |

| | | | | | | |
|--------------|----------------|--|--|--|----------------|----------------|
| TOTAL | 892 061 | | | | 100 862 | 791 199 |
|--------------|----------------|--|--|--|----------------|----------------|

| Catégories d'engagements | Total | Engagements reçus | | | | |
|--------------------------|-------|-------------------|----------|----------------|--------------------------|--------|
| | | Accordés par | | | | |
| | | Dirigeants | Filiales | Participations | Autres entreprises liées | Autres |

| | | | | | | |
|--------------|--|--|--|--|--|--|
| TOTAL | | | | | | |
|--------------|--|--|--|--|--|--|

| Catégories d'engagements | Total | Engagements réciproques | | | | |
|--------------------------|-------|-------------------------|----------|----------------|--------------------------|--------|
| | | Dirigeants | Filiales | Participations | Autres entreprises liées | Autres |

| | | | | | | |
|--------------|--|--|--|--|--|--|
| TOTAL | | | | | | |
|--------------|--|--|--|--|--|--|

